

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 28 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HAUGUEL (Distillerie)

2 RUE BORIS VIAN
95310 Saint-Ouen-L'aumône

Références : ud95-2025-0014
Code AIOT : 0006506104

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2025 dans l'établissement HAUGUEL (Distillerie) implanté 2 RUE BORIS VIAN 95066 Saint-Ouen-L'Aumône. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendue sur site pour une inspection réactive suite à des plaintes du voisinage de l'installation concernant des nuisances olfactives et notamment des odeurs de solvants ressenties à plusieurs centaines de mètres de l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HAUGUEL (Distillerie)
- 2 RUE BORIS VIAN 95066 Saint-Ouen-L'Aumône
- Code AIOT : 0006506104
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Hauguel traite des déchets par distillation. Il s'agit pour l'essentiel de solvants qui sont recyclés par ce procédé. Le site est soumis à Autorisation et fait l'objet d'une vigilance renforcée.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Odeur
- Risque toxique

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 14/03/2008, article 3.3.	Mise en demeure, respect de prescription,	1 mois
2	Stockage	Arrêté Préfectoral du 14/03/2008, article 2.3.	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 14/03/2008, article 4.3.	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
4	Accident / Incident	Code de l'environnement du 09/12/2025, article Article R. 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreuses opérations d'exploitation réalisées sur site sont toujours sources d'émanations odorantes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Station de traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2008, Titre 4 article 3.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Conception des ouvrages
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilités. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobie notamment).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté qu'en parallèle de la station de traitement sur site récemment installée, le décanteur en charge du pré-traitement des effluents aqueux fonctionnait toujours à l'air libre sans qu'aucun dispositif n'assure son étanchéité, afin de garantir un fonctionnement anaérobie. Bien que cette non-conformité ait été constatée initialement lors de l'inspection du 16 février 2023, aucune modification n'a été entreprise par l'exploitant en vue de garantir un fonctionnement anaérobie.</p>

Enfin, une canalisation d'évacuation, au pied d'une des cuves de 25m³, vers le réseau d'assainissement était en partie ouverte, bien qu'installée lors des modifications du circuit d'évacuation des effluents. Cette ouverture, inexistante au moment de l'installation de la nouvelle canalisation, n'a pas pu être expliquée par l'exploitant.

L'inspection constate que de nombreuses opérations de traitement ou de transfert de fluide se font toujours à l'air libre.

Non-conformité 1 : contrairement à l'article 3.3 du titre 4 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2008, l'exploitant n'a pas pris les dispositions nécessaires pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents en faisant en sorte que ses ouvrages de traitement d'effluents aqueux fonctionnent en condition anaérobie. L'exploitant mettra en place les dispositifs techniques et organisationnels permettant que l'ensemble de la station de traitement des effluents fonctionne de manière anaérobie en s'assurant de la bonne gestion des atmosphères potentiellement explosives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription,

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2008, Titre 3 article 2.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Réservoirs de stockage

Prescription contrôlée :

Les fûts contenant les déchets liquides à traiter ainsi que l'ensemble des cuves de stockage doivent être maintenus fermés en exploitation normale. Les réservoirs de stockage des culots de régénération ainsi que des déchets issus des opérations de traitement doivent être maintenus fermés. Les stockages de produits pulvérulents sont confinés et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée munie de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.[...] Les rétentions associées aux cuves de stockage doivent être maintenues propre et vides. Les rétentions et regard prévus pour la collecte des égouttures lors des opérations de chargements et de déchargement doivent être maintenus fermés et nettoyés régulièrement.

Constats :

L'inspection s'est rendue sur site de façon inopinée suite au signalement de la part du voisinage d'odeurs incommodantes, et notamment d'odeurs de solvants.

L'inspection a constaté la présence d'une quinzaine de GRV (d'un volume unitaire de 1000 L) devant le bâtiment 7 utilisés pour vidanger le bouilleur n°202. L'exploitant a indiqué que cette opération étant réalisée avec du liquide chaud, il est nécessaire de faire refroidir le contenu du bouilleur avant de pouvoir refermer les GRV. Au moment de l'inspection, les GRV étaient tièdes et pour certains ouverts. Une odeur de solvant se dégageait de ceux-ci. Aucun des GRV ne disposait d'une rétention adéquate. L'exploitant a fait savoir qu'il s'agissait d'une opération habituelle en fin de distillation.

L'inspection constate que des contenants fusibles sont stockés à l'extérieur du bâtiment 7 ainsi qu'à l'angle des bâtiments 8 et 12.

L'exploitant a expliqué qu'il s'agissait d'une opération de transvasement habituelle. L'inspection a constaté que les cuves de stockage étaient maintenues ouvertes au cours des opérations de vidange du bouilleur.

L'inspection note que cette opération de vidange des bouilleurs à chaud est susceptible d'émettre une part importante de solvants dans l'atmosphère pouvant potentiellement entraîner des nuisances olfactives dans le voisinage. L'exploitant a indiqué que l'opération de vidange a débuté le mardi 11 novembre et les GRV étaient toujours à l'extérieur en partie ouverts le vendredi 14 novembre lors de la visite d'inspection inopinée. Ces dates correspondent aux indications faites par le plaignant qui indique le 14 novembre 2025 que des « émanations particulièrement fortes » sont perceptibles depuis 3 jours.

L'inspection a constaté, au niveau de la zone de dépotage 26, que la rétention contenait des fluides.

Non-conformité 2 : contrairement à l'article 2.3 du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 14/03/2008, l'exploitant n'a pas maintenu fermées les cuves de fluides en exploitation. L'exploitant devra mettre en place les mesures techniques et organisationnelles à même de garantir la non dispersion des vapeurs de solvants. Par ailleurs, l'exploitant mettra en place une procédure de vidange des bouilleurs permettant un refroidissement sans maintien des grv en position ouverte

Non-conformité 3 : contrairement à l'article 2.3 du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 14/03/2008, l'exploitant n'a pas nettoyé régulièrement les rétentions prévues pour la collecte des égouttures. L'inspection reste dans l'attente des mesures organisationnelles mises en place afin d'éviter ces accumulations de déchets dans la rétention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2008, Titre 4 article 4.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage des rétentions

Prescription contrôlée :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100% de la capacité du plus grand réservoir, 50% de la capacité des réservoirs associés,

Constats :

L'inspection a constaté :

- la présence de nombreux GRV à l'extérieur des bâtiments. Aucune rétention n'était présente.

L'exploitant a expliqué qu'il s'agissait de gel hydroalcoolique périmé, en attente de distillation. Les GRV étaient là pour être transvasé directement au bouilleur pour être recyclé. Aucune rétention n'était présente.

L'inspection constate la présence de stockage à l'extérieur des bâtiments, dans des emplacements non prévus à cet effet, non sécurisés, qui sont susceptibles, en cas d'accident, d'empêcher la première intervention du personnel voire de propager un incendie entre les différentes zones de stockages.

Non-conformité 4 : Contrairement à l'article 4.3 du titre 4 de l'arrêté préfectoral du 14/03/2008 l'exploitant n'a pas mis en place les rétentions imposées sous les GRV de déchets. L'exploitant devra mettre en place les mesures techniques et organisationnelle à même de garantir le respect du plan de stockage transmis par l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Accident / Incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article Article R. 512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Incident

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la visite de site, dans le bâtiment 8, le bouilleur 85 était en cours de nettoyage. L'inspection a constaté qu'une couche importante de produit brûlé était présente sur les parois à l'intérieur du bouilleur.

L'exploitant a expliqué que cela était normal, et que son nettoyage constituait une opération habituelle de maintenance. Dans aucun des documents transmis à l'inspection il n'a été fait état, de cette procédure de nettoyage des bouilleurs.

L'inspection constate qu'une dragéification d'une telle épaisseur ne peut résulter d'un fonctionnement normal, et qu'au delà de la perte de rendement qu'elle entraîne, elle relève plus

certainement d'un niveau trop bas dans la cuve et/ou d'une surchauffe. Pour mémoire l'exploitant a expliqué, suite à l'explosion du bouilleur n°85, que les bouilleurs seraient maintenus avec un niveau minimal de déchets liquide afin de limiter un risque d'une surchauffe pouvant aboutir à la présence d'un mélange gazeux explosif. L'inspection constate que le risque de surchauffe reste présent.

L'inspection constate que les mesures proposées par l'exploitant ne sont pas suffisantes.

Demande de l'inspection : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser dans un délai de 15 jours un rapport d'incident qui pourra être complété par la suite s'il dispose de plus d'informations, conformément aux dispositions du R. 512-69 du Code de l'environnement. Ce rapport comportera notamment une fiche de notification pour contribuer au retour d'expérience et disponible sur le site Aria (<https://www.aria.developpementdurable.gouv.fr/>).

Demande de l'inspection : L'inspection reste dans l'attente de la présentation du fonctionnement normal du bouilleur n°85, de ses opérations de maintenance, et des précautions prises pour éviter les émanations gazeuses incommodantes pour les riverains. L'exploitant présentera le phénomène de dragéification de l'ensemble de ses bouilleurs et des opérations de prévention et de maintenances associées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois